

Le monde crie à la fin du blocus contre Cuba, mais Biden fait la sourde oreille

Image not found or type unknown



Par Jenny Cruz*

Après une nouvelle caravane mondiale pour la fin du blocus contre Cuba et son retrait de la liste des parrains présumés du terrorisme, le président Joe Biden semble faire la sourde oreille. Jusqu'à ce jour, il n'a pas annoncé la moindre mesure à cet égard.

Dans bon nombre de villes, dont certaines aux États-Unis, les gens ont exprimé leur rejet des mesures coercitives imposées par Washington à La Havane et pour la construction de "Ponts d'amour".

À Miami, par exemple, des émigrants et des amis de l'île ont parcouru les rues dans des voitures arborant les drapeaux de Cuba et des États-Unis.

Les cris de "Cuba oui, blocus non" ont brisé la routine de la ville, ainsi que les demandes concernant le programme de regroupement familial, l'envoi de fonds et les voyages vers le territoire des Caraïbes.

L'organisateur du projet de solidarité Ponts d'Amour, Carlos Lazo, a dénoncé la violence exercée à l'encontre des participants à la manifestation pacifique, qui ont subi les offenses et les critiques de personnes qu'il a qualifiées de haineuses parce qu'elles veulent maintenir le blocus et "mettre le peuple cubain à genoux".

Malgré les menaces pesant sur la sécurité des militants, le coordinateur de l'initiative a souligné que de telles prises de position n'arrêteront pas les actions.

Les caravanes ont lieu le dernier week-end de chaque mois et leurs revendications renforcent celles des organisations internationales, des personnalités et des pays, qui insistent également sur la nécessité d'annuler le siège économique, commercial et financier imposé par Washington à La Havane il y a plus de six décennies.

"La moitié de votre mandat s'est écoulée et il n'y a aucun geste extérieur ni aucune reconnaissance du fait que l'inclusion de Cuba sur la liste des pays voyous était méritée", ont par ailleurs déclaré plus d'une centaine d'avocats dans une lettre adressée à l'occupant du Bureau ovale et ont demandé un réexamen de la question.

Entre-temps, d'anciens analystes et fonctionnaires nord-américains qui ont travaillé sur la politique à l'égard de La Havane sous des administrations républicaines et démocrates reconnaissent que la permanence de la nation caribéenne sur cette liste est une fiction créée pour renforcer la logique du blocus.

Cuba est apparu sur la liste pour la première fois en 1982, sous Ronald Reagan (1981-1989), jusqu'à ce que l'administration de Barack Obama (2009-2017) décide de le retirer en 2015 dans le cadre du processus de normalisation des relations entre les deux pays.

Mais le 11 janvier 2021, l'administration de Donald Trump (2017-2021) a annoncé le rétablissement du territoire insulaire.

Pour le linguiste étasunien Noam Chomsky et l'historien indien Vijay Prashad, la décision de Trump dans les derniers jours de son administration était un acte de vengeance, et Biden maintient cette politique de ressentiment qui punit Cuba, non pas pour le terrorisme, mais pour la promotion de la paix.

*Journaliste de Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/315123-le-monde-crie-a-la-fin-du-blocus-contre-cuba-mais-biden-fait-la-sourde-oreille>



Radio Habana Cuba